

Dossier détaillé - Réponse à l'appel à projet de la fondation Daniel et Nina Carasso: Programme "Alimentation Durable"

Systèmes alimentaires innovants et changement climatique

http://www.fondationcarasso.org/sites/default/files/redacteur/fichiers/fondation_daniel_et_nina_carasso_-_ap_systemes_alimentaires_innovants_et_changement_climatique_2017.pdf

Sommaire :

Cibler les causes premières de dysfonctionnement des systèmes alimentaires	2
Externalités et causes premières	2
Notre mission: accompagner la reconnexion et la décentralisation.	4
Vers des circuits ouverts	5
De la distribution de masse à la distribution par les masses	6
Du besoin d'infrastructures adaptées à notre société numérique	7
Notre charte: une vision radicale, mais une démarche inclusive de progrès	8
Open Food France: un outil, mais surtout, une communauté	9
La plateforme numérique: un logiciel libre pour outiller les acteurs de terrain	10
Pourquoi accompagner la digitalisation des acteurs?	10
Ce qu'on peut faire avec la plateforme: aperçu dans les grandes lignes	11
La force d'un modèle non prescriptif	13
Logiciel libre kezako?	14
La communauté: espace d'échange et d'open innovation	15
Ouvrer ensemble avec les autres acteurs de l'écosystème	16
Outiller et fédérer les acteurs de terrain et les réseaux	16
Accompagner les territoires dans la définition de leurs systèmes alimentaires territoriaux	17
Data Food Consortium: un projet de coopération inter-plateformes	19
Une posture de facilitateur et "encapaciteur"	20
Faciliter les coopérations multidirectionnelles en rendant les plateformes numériques interopérables	21
Rendre possible les coopérations à large échelle grâce au BigData	22

Connexion avec le monde de la recherche et de l'enseignement	23
Une communauté locale au sein du réseau global Open Food Network	24
Le niveau global	24
Le niveau national/régional	26
Le niveau des acteurs de terrain	27
Les contributeurs actifs d'Open Food France	27
Open Food Network en Espagne	28
Vers une gouvernance démocratique des systèmes alimentaires	28
Le choix de la résilience plutôt que la recherche de l'efficacité maximale	28
Subsidiarité et coopération librement consentie	30
Open Food France: une gouvernance réellement agile et collaborative	32
La pérennité économique du commun	32
Le modèle économique d'Open Food France	32
Comparaisons avec les autres communautés locales	34
Notre projet, votre soutien	34
Le projet pour lequel nous vous sollicitons	34
Roadmap	35
Budget	36
Evaluation et mesure de l'impact	38

1. Cibler les causes premières de dysfonctionnement des systèmes alimentaires

1.1. Externalités et causes premières¹

Un tiers de la nourriture produite est jetée. 842 millions d'individus ne mangent pas à leur faim. 75% de la biodiversité cultivée de la planète a été perdue. Aux Etats-Unis, il y a 8 fois plus d'antibiotiques vendus pour l'élevage industriel qu'aux hôpitaux. Cancers et autres problèmes de santé explosent. Il y a de moins en moins de nutriments dans nos aliments: 1 pomme d'il y a 100 ans équivaut à 100 pommes d'aujourd'hui pour la teneur en vitamine C. Il y a 400 zones mortes dans les océans, sans aucune vie marine, dus notamment à l'usage massif de fertilisants artificiels. Les emballages alimentaires s'agrègent et forment un septième continent, fait de déchets, au milieu de l'océan. 370 000 paysans se suicident chaque année en utilisant des pesticides. Et bien sûr, **le changement climatique**, au coeur de cet appel à projet, menace l'avenir de notre planète. Au moins 35% des émissions de gaz à effet de serre sont dûs au système alimentaire. On peut donc légitimement se demander : comment en est-on arrivé là ?

Citons deux causes majeures à l'origine de ces externalités négatives :

- **Distanciation physique et mentale** : avec l'urbanisation, la mondialisation, et la centralisation de la distribution alimentaire, de nombreux intermédiaires se sont imposés entre nous et notre nourriture. Cette distanciation physique a entraîné une distanciation mentale. Si vous allez au supermarché, vous ne savez pas qui est derrière les emballages, qui a travaillé la terre, comment les produits ont été transformés, vous ne vous rendez pas compte de l'effort et de l'énergie nécessaire pour produire et transformer de la nourriture. Nous ne donnons que peu de valeur aux aliments, principalement parce que nous ne savons plus comment ils ont été produits. Alors nous jetons sans scrupules: en moyenne en Europe, ce sont les ménages qui gaspillent le plus (42%)².
- **Centralisation, concentration et intégration** : au sein du système alimentaire, les dernières décennies ont été marquées par un mouvement de fusions et acquisitions, horizontal et vertical, qui a concentré le pouvoir dans les mains de quelques grosses

¹ Myriam Bouré, [La troisième révolution alimentaire : vers un âge agro-communautaire](#), OuiShare Magazine, 2016

² [EU-27 food waste arisings. % weight by sector](#), EUROSTAT, European Union Committee

multinationales. La moitié des aliments consommés sur la planète sont produits par 15% des fermes, des fermes intensives industrielles. Le nombre de paysans diminue dramatiquement, -50% en France en 20 ans. Les terres sont acquises par des fermes existantes, qui deviennent de plus en plus grosses.

La Déclaration de Berne, ONG Suisse, a publié sur le sujet un rapport très instructif, [Agropoly](#)³, qui montre à quel point **le système alimentaire mondial est contrôlé par quelques multinationales**, et pourquoi **cette forte concentration a une responsabilité importante dans les externalités négatives** évoquées plus haut.

Pour ne donner qu'un exemple, ce sont les mêmes groupes qui fabriquent graines et pesticides (Monsanto, Syngenta, Bayer, BASF, DuPont), ces derniers s'assurent donc que les graines qu'ils produisent auront besoin de pesticides. Les OGM en sont l'exemple le plus éclatant. Les graines, de leur côté, ne se reproduisent plus de façon fiable, et les multinationales détiennent la propriété intellectuelle sur ces graines. En conséquence, les paysans ne peuvent plus faire leurs propres semences ni échanger des graines et sont obligés d'en acheter de nouvelles chaque année. Cette situation n'a pas seulement des conséquences sur la santé et l'environnement, mais aussi sur la survie des paysans, qui se retrouvent totalement sous la coupe des grands groupes.

Du côté de la distribution, la situation est tout aussi morose : en 2011 dans l'Union Européenne, les cinq plus gros distributeurs de chaque pays ont une part de marché combinée de plus de 60% dans 13 Etats-membres, avec des taux de concentration parfois supérieurs à 80%. Dans la plupart des pays, le marché est même concentré dans les mains de deux ou trois distributeurs : deux chaînes de supermarchés contrôlaient plus de 70% du marché en Australie en 2013. Trois groupes détenaient 55.5% du marché au Canada en 2011. **En France, ce sont 4 centrales d'achats qui contrôlent 92%⁴ du marché en 2016...** Le pouvoir d'achat de ces gros distributeurs leur permet de dicter les termes selon lesquels la chaîne de distribution alimentaire opère.

1.2. Notre mission: accompagner la reconnexion et la décentralisation.

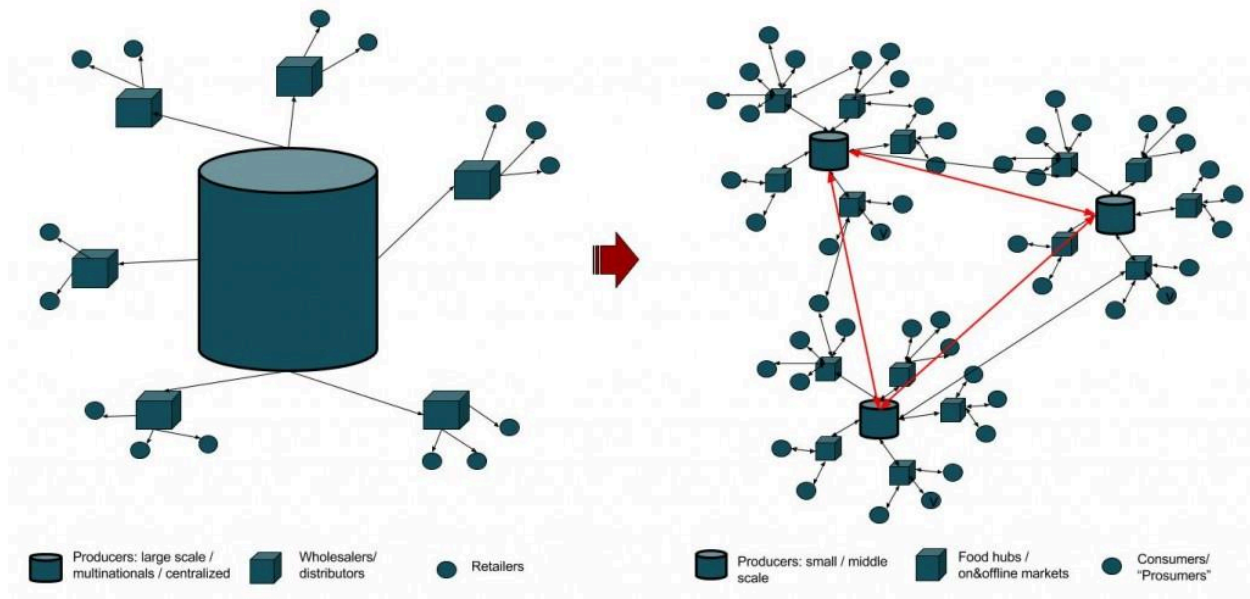
Si l'on veut transformer le système alimentaire afin qu'il ne produise plus ces effets négatifs, nous devons **nous concentrer sur ces causes premières**. Le changement climatique, comme les autres symptômes évoqués ci-dessus, n'est qu'une externalité du système. S'attaquer aux causes premières, cela veut dire:

1. **accompagner les modèles reconnectant producteurs et consommateurs,**
2. **décentraliser le système alimentaire en favorisant l'émergence d'une myriade de distributeurs indépendants.**

³ [Agropoly](#), Déclaration de Berne, sept. 2013

⁴ [Grandes surfaces: des prix bas, mais à quel prix?](#) France Culture, nov. 2016

Open Food France est une communauté au service de cette double mission. En France mais aussi avec l'ensemble de la communauté Open Food Network à l'international, nous déployons une infrastructure numérique "publique" afin d'outiller et d'accompagner la décentralisation du système alimentaire, notamment via le développement des circuits courts.



1.2.1. Vers des circuits ouverts

Reconnecter les producteurs et les mangeurs, cela passe non seulement par la vente directe et les circuits courts, mais aussi, de façon plus générale, par la **transparence**. Dans un modèle de vente en direct par le maraîcher sur le marché de producteur, ou dans une AMAP ou une "ruche", le mangeur est en lien direct avec le producteur, il peut échanger avec lui. Il prend conscience du travail, de l'énergie nécessaire pour produire et déplacer la nourriture. Cela est moins évident dans un supermarché, derrière l'emballage, on ne sait que peu de choses. Un label peut certes nous rassurer sur des critères de production. Mais créer de la transparence, cela va plus loin: savoir qui est le producteur derrière le produit, les méthodes de culture utilisées, la distance parcourue par le produit, savoir comment la valeur a été répartie entre le producteur et la chaîne de distribution. Pour favoriser la prise de conscience du mangeur, encore une fois, sur le fonctionnement du système alimentaire.

La **création de liens entre producteurs et mangeurs peut se faire de différentes manières**, et cela ne veut pas dire supprimer l'ensemble des intermédiaires, car **on a souvent besoin au moins d'un intermédiaire pour améliorer l'efficacité logistique**. Les français n'arrêteront pas non plus de manger des bananes ou du chocolat du jour au lendemain, et dans le cas d'importation il est important d'agréger des volumes suffisant pour rentabiliser le coût du

transport. Mais cela veut dire **limiter les intermédiaires à leur minimum, et être transparent sur l'existence de ces intermédiaires et leurs marges respectives.**

1.2.2. De la distribution de masse à la distribution par les masses

Ainsi, pour transformer en profondeur le système, nous pensons qu'il faut accompagner l'émergence d'une multitude d'acteurs reconnectant producteurs et mangeurs, avec des modèles variés. Nous appelons ces opérateurs des **"hubs alimentaires"**, dans le sens où ils font le lien, ils connectent les producteurs et mangeurs en apportant une solution opérationnelle de prise de commande et de livraison des produits.

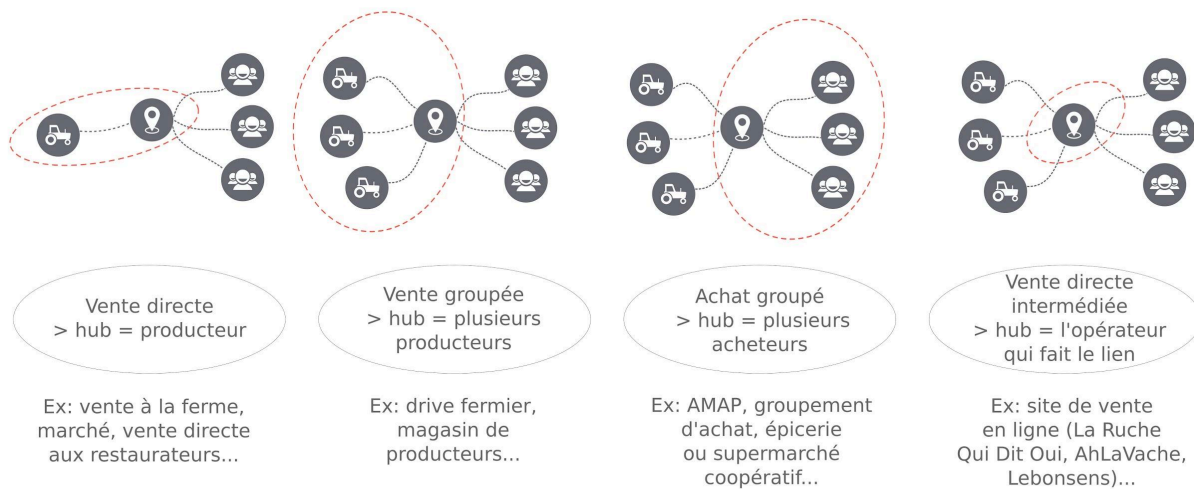
Loin de préconiser un modèle de hub alimentaire, comme peuvent le faire des acteurs comme La Ruche Qui Dit Oui, nous **encourageons l'innovation sociale**, et cherchons plutôt à documenter et partager les modèles inventés par les acteurs de terrain pour favoriser leur essaimage à plus grande échelle. AMAP, groupements d'achat, supermarchés coopératifs, drives fermiers, épiceries coopératives, les modèles sont variés et ne se limitent pas aux AMAP et aux Ruches, qui sont les initiatives les plus mises en avant aujourd'hui. Notamment, **les groupements d'achats innovent et expérimentent des modèles organisationnels et économiques riches et variés**. Alterconso à Lyon livre des paniers hebdomadaires à plus de 500 foyers, sur un modèle coopératif, avec une équipe salariée, et un modèle de commission variable selon les revenus de l'acheteur. Le Collectif Court Circuit en Vendée livre 450 foyers répartis sur 6 groupes autonomes, entièrement bénévoles. Chez Micromarché à Nantes, les 150 membres constituent eux-mêmes leur panier et récupèrent leurs produits dans un des 3 points de retrait gérés par des associations locales. Une marge est prise par l'association pour rémunérer le salarié en charge du projet. Ce sont ces modèles là que nous souhaitons documenter, partager, dont nous souhaitons favoriser l'essaimage à large échelle.

Pour ce faire, nous déployons et mettons à disposition de l'ensemble de l'écosystème une **"marketplace" qui permet de gérer des hubs alimentaires quelle que soit leur modèle économique et opérationnel**. Mais également nous mettons en place un **forum pour documenter et partager les initiatives**, nous **produisons de la connaissance** sur la base de ces observations, et **nouons des partenariats avec les associations et collectivités territoriales**, pour favoriser l'essaimage des initiatives qui marchent.

Nous identifions ainsi **quatre types de circuits courts alimentaires**, chacun répondant à des attentes et situations terrain différentes.

Les hubs alimentaires

= noeud de distribution directe producteurs > mangeurs ou transformateurs



Nous soutenons donc **l'éco-diversité tout autant que la biodiversité** car nous sommes convaincus que c'est la multitude des approches et des modèles qui fera la résilience du système.

1.3. Du besoin d'infrastructures adaptées à notre société numérique

On conçoit aisément que si l'on souhaite soutenir la mobilité des individus, il faut construire des routes, des rails. Et selon l'infrastructure que l'on construit, cela va influencer le comportement des individus: en donnant une très grande place aux pistes cyclables, Copenhague a influencé très fortement le comportement des citoyens, qui utilisent massivement le vélo. Si l'on souhaite que de plus en plus d'individus se mettent à créer des hubs alimentaires, nous avons besoin d'infrastructures facilitantes, pas uniquement physiques, mais aussi numériques.

Il semblerait ridicule de laisser plusieurs acteurs économiques construire des rails avec des standards différents, les uns à côté des autres, que différents types de trains emprunteraient. Pourtant, c'est exactement ce qui se passe dans le monde numérique: chaque acteur va faire déployer son propre logiciel, donc investir des sommes importantes pour faire déployer l'infrastructure dont il a besoin. Pire encore, certains acteurs privés construisent des infrastructures numériques, des logiciels, que tout le monde se met à utiliser, et qui deviennent

donc “structurantes” pour la société, comme par exemple Google maps avec son logiciel de cartographie, s’octroyant au passage les données, précieuses, des utilisateurs.

Dans une société numérique, nous avons besoin d’infrastructures numériques “publiques”, mutualisées par un certain nombre d’acteurs qui co-financent les déploiements et en partagent l’usage. L’Etat pourrait être considéré comme l’acteur en charge des infrastructures “structurant” la société, mais devant l’inconscience de l’Etat face aux enjeux de pouvoir qui se jouent aujourd’hui au niveau des infrastructures numériques, des citoyens se mobilisent, et développent ensemble des communs numériques, comme par exemple Wikipedia, Open Street Map, ou ... Open Food Network.

Si l’on souhaite que les individus se mettent massivement à créer des hubs alimentaires en tous lieux, reconnectant producteurs et mangeurs. Si l’on souhaite remettre de la transparence dans le système alimentaire. Nous devons construire l’infrastructure qui soutiendra le développement de ces comportements. C’est la mission que s’est donnée la communauté globale Open Food Network.

Nous déployons donc le projet en France comme une “infrastructure numérique publique” au service de l’ensemble des acteurs de terrain.
--

1.4. Notre charte: une vision radicale, mais une démarche inclusive de progrès

Nous défendons des valeurs fortes, et les communiquons dès que possible, dans nos documents de communication (ex: [livre blanc](#)):

- **Terre** : nous soutenons les paysans et producteurs qui s’engagent pour une agriculture régénératrice (raisonnée, bio, permaculture, agro-écologie, etc.) et la préservation des écosystèmes naturels.
- **Bien commun mondial** : tous les membres de la communauté Open Food Network co-construisent et partagent la responsabilité de l’outil en tant que Commun, au même titre que les ressources naturelles comme la terre, l’eau et l’air.
- **L’être avant tout** : nous construisons un système humaniste, qui défend en son coeur l’attention et l’empathie mutuelle, ainsi que la diversité, l’inclusion et la tolérance. Nous encourageons à la libération vis à vis des logiques de subordination, pour permettre à chacun d’embrasser sa liberté, de développer une vie autonome, de générer des sources de revenus, aussi bien les producteurs que les individus portants les hubs alimentaires.

- **Transparence:** nous déployons la transparence tant au niveau de la plateforme que nous construisons que dans le fonctionnement et la gouvernance de notre organisation (décisions stratégiques, budget, développements techniques etc...)
- **Évolution constante :** nous vivons dans un monde de perpétuel changement, qui demande une adaptation constante et agile.
- **Redonner le pouvoir :** notre projet donne aux individus le pouvoir de créer leur activité, et la liberté de choisir le système alimentaire qu'ils désirent.
- **Subsidiarité :** les décisions sont plus pertinentes quand elles sont prises au niveau le plus proche du terrain.
- **Changement systémique :** nous croyons en une transition globale qui s'adresse aux causes premières d'un système alimentaire défaillant, non à ses symptômes.

Nous défendons et affichons ces valeurs fortes tout en restant inclusifs. Nous n'imposons pas aux producteurs de suivre des méthodes agricoles spécifiques, ni d'être tous certifiés bio. Nous préférons permettre à chacun de raconter son histoire en toute transparence et soutenir les démarches de progrès. Nous pensons que c'est par le dialogue entre les producteurs et les mangeurs, la transparence, et par l'éco-diversité et l'essaimage des bonnes pratiques, que l'ensemble des acteurs progresseront, ensemble. Ce n'est pas en excluant ceux qui ne sont pas encore entrés aujourd'hui dans une démarche de progrès que nous feront basculer le modèle agricole vers des pratiques régénératrices des sols. C'est en embarquant tout le monde, **dans une logique inclusive**, et en créant une communauté apprenante.

De plus, sur un principe de subsidiarité, **c'est pour nous à l'échelle du hub alimentaire que se construire le système de confiance**. Une AMAP va par exemple choisir de travailler avec un producteur non labellisé mais qui ne traite pas, et créer la confiance en allant directement chez le producteur et en travaillant avec lui de temps en temps dans les champs.

2. Open Food France: un outil, mais surtout, une communauté

Nous avons choisi de **nous focaliser sur la distribution** car ce noeud nous semble clé dans sa capacité à transformer le système alimentaire, puisqu'il concerne à la fois les mangeurs et les producteurs. Donc à la fois la structuration de la demande d'un côté, et de la production de l'autre. Dans la communauté Open Food France, il y a les trois niveaux d'acteurs qui coopèrent et construisent ensemble: producteurs, hubs (=distributeurs) et mangeurs/restaurateurs. Pour exemple, le collectif Court Circuit en Vendée, en fédérant 450 familles autour de 6 points de distribution autogérés, a accompagné l'installation de 3 nouveaux paysans bios pour répondre à la demande nouvellement structurée. Les collectivités territoriales sont également parties

prenantes, car elle peuvent utiliser l'outil pour cartographier et faciliter l'émergence de leurs systèmes alimentaires territoriaux.

C'est l'écosystèmes de toutes les initiatives locales, ancrées dans leur territoire, qui transforme le système en profondeur, pas à pas. Notre rôle est de faciliter la tâche de ces acteurs sur plusieurs points: tout d'abord, en leur fournissant un outil pour simplifier leur action et faciliter le passage à l'acte et l'essaimage. Ensuite, en favorisant le partage des modèles, les échanges de bonnes pratiques, au sein de la communauté.

NB: les outils sont en place et expérimentés depuis maintenant un an, mais nous n'avons pas encore fait de lancement "officiel", nous nous considérons encore en **mode "bêta-test"**. Nous espérons lancer officiellement au printemps ou à l'automne, si nous parvenons à rassembler les moyens financiers nécessaires pour réaliser l'ensemble des adaptations les plus urgentes.

2.1. La plateforme numérique: un logiciel libre pour outiller les acteurs de terrain

La communauté Open Food Network, grâce à la contribution de dizaines d'individus du monde entier, a conçu et met à disposition une plateforme numérique "publique" permettant de gérer des circuits de distribution indépendants et facilitant les coopérations inter-acteurs.

2.1.1. Pourquoi accompagner la digitalisation des acteurs?

Le numérique peut être un véritable levier d'accélération et de structuration de la décentralisation du système alimentaire. Notamment, en simplifiant la gestion des commandes et des stocks. Aujourd'hui, un producteur qui travaille avec plusieurs clients va par exemple envoyer à chaque client sa liste de produits sur un fichier excel ou PDF. Il recevra les commandes par email ou téléphone, et devra ensuite faire manuellement le travail d'agrégation. Mais ce même producteur pourrait aussi bien mettre son catalogue produit dans une boutique en ligne, et inviter ses clients à passer directement commande, récupérant ainsi en un clic toutes les informations agrégées nécessaires, et gagnant en visibilité auprès de nouveaux clients potentiels. Une fois son catalogue en ligne, il a juste à modifier le stock disponible au fil de l'eau. Exemple concret, le Collectif Court Circuit en Vendée. Aujourd'hui les organisateurs traitent plus de 1000 mails par semaines qui sont essentiellement des commandes individuelles! On voit les marges de progrès possibles pour permettre aux acteurs de gagner en efficacité...

Ainsi le réseau des **Sustainable Food Cities Network en Angleterre a choisi Open Food Network** pour outiller et accompagner la digitalisation des producteurs et hubs-distributeurs. Le

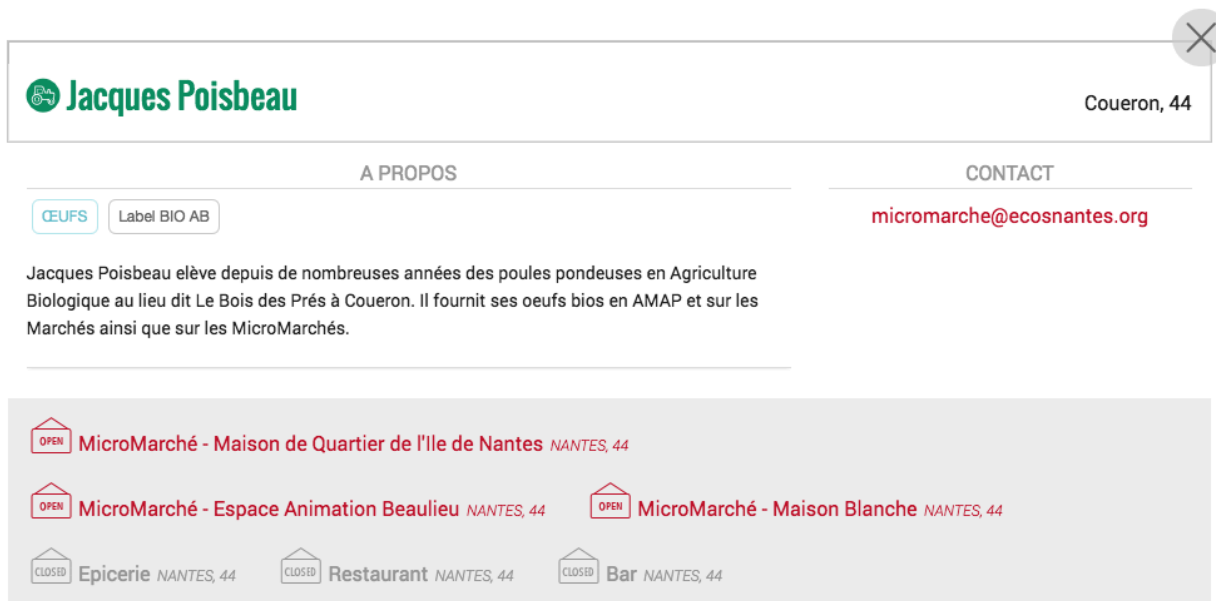
réseau accompagne les acteurs dans la création de leur catalogues et de leurs boutiques en ligne. Que le producteur/hub vende à la ferme, ou livre à domicile, ou dans un café les produits achetés, l'outil se plie au modèle opérationnel choisi.

Le numérique doit bien sûr rester à sa place d'outil, et se mettre au service des projets. Mais utilisé à bon escient, il peut faire gagner beaucoup de temps de gestion, voir même, ouvrir de nouvelles possibilités de coopération, notamment sur le volet logistique, grâce à des logiques de BigData. Nous en parlerons plus loin.

2.1.2. Ce qu'on peut faire avec la plateforme: aperçu dans les grandes lignes

Voici les quelques unes des fonctionnalités majeures de l'outil:

- Possibilité de créer des **profils producteurs et catalogues produits associés**



- Possibilité de créer des **profils hubs-distributeurs, et des boutiques en ligne associées permettant la vente/achat en direct aux producteurs**, avec une **transparence sur la marge prise par le hub-distributeur**, et une **facilité de commande aux producteurs**
- Un producteur enregistré sur la plateforme peut lui même distribuer ses produits et ceux d'autres producteurs, mais il **peut aussi autoriser un hub (groupement d'achat, boutique, épicerie solidaire, etc...)** à **gérer son catalogue produits, à mettre en vente ses produits**, etc.

MicroMarché - Maison de Quartier de l'île de Nantes
Nantes

Clôture des commandes pour ce cycle dans 4 jours
Prêt pour Jeudi de la semaine prochaine

A PROPOS DE MICROMARCHÉ - MAISON DE QUARTIER DE L'ÎLE DE NANTES
PRODUCTEURS
CONTACT
GROUPES

Recherche par produit ou producteur
PRODUITS
PAINS, FARINES, CÉRÉALES
FRUITS & LÉGUMES
+ 3 more
AB
EU bio

Baumes à lèvres
de Le Havre des Sens

Havre de douceur (Miel/Camomille)

Coût du produit	3.78 € EUR
Frais de gestion admin	0.47 € EUR
=	4.25 € EUR

Légende détail du prix

0.00 € EUR

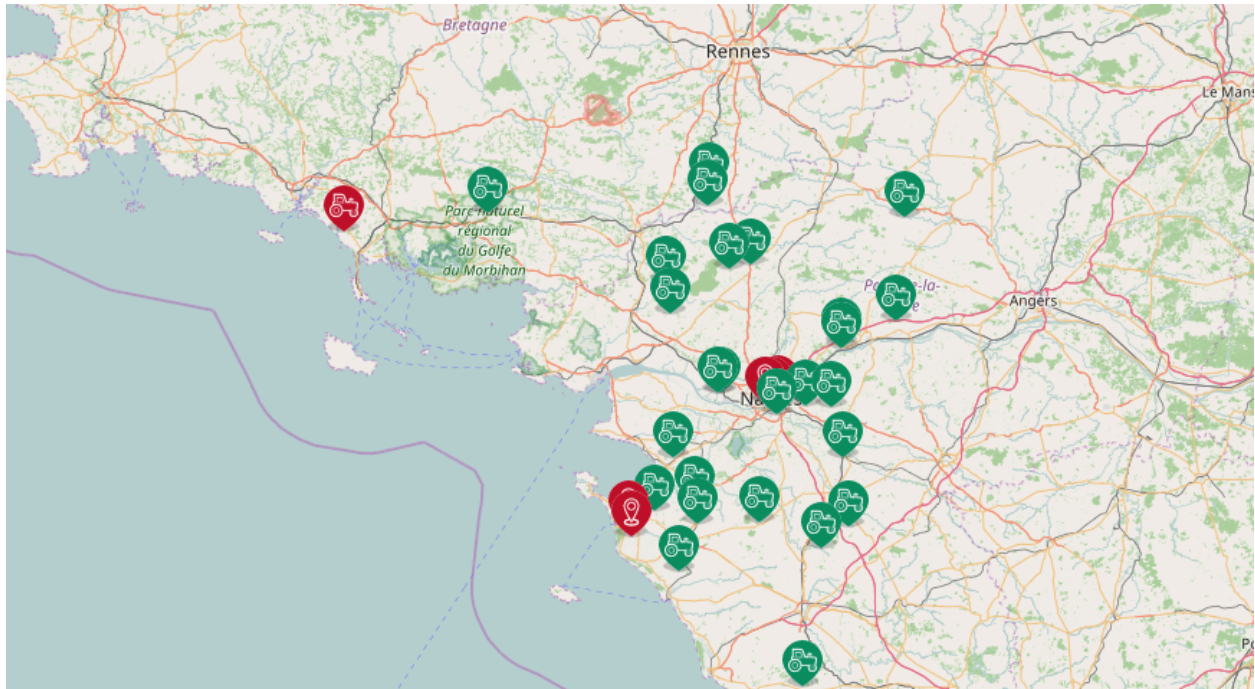
Bières
de Brasserie du Pays de Retz

Gargouille, blonde à 4,8° (33cl)

0 330mL × 3.15 € EUR

0.00 € EUR

- Possibilité d'opérer une **initiative ouverte (boutique ouverte à tous)** ou de restreindre l'accès à une **liste de membres (groupements d'achat par exemple)**
- Possibilité de **gestion différenciée des prix et produits affichés**, selon que l'acheteur est un particulier ou un professionnel par exemple, ou si le hub souhaite appliquer une tarification sociale et donc faire varier le taux de marge selon les revenus du membre/acheteur
- Possibilité d'**envoyer en un clic les commandes agrégées à l'ensemble des producteurs** fournisseurs du hub.
- Possibilité de **créer un groupe rassemblant sur une même carte un micro-écosystème particulier de producteurs et hubs**, par exemple, pour rendre visible un système alimentaire territorial en mappant le producteurs et circuits courts alimentaires du territoire



- Certains acteurs commencent même à l'utiliser pour la **gestion d'une boutique physique**! Micromarché à Nantes innove ainsi et utilise Open Food France pour opérer son épicerie-bar, avec un système d'achat en libre service couplé à 2 ordinateurs permettant aux acheteurs de saisir et régler les produits achetés.

2.1.3. La force d'un modèle non prescriptif

Sur Open Food France, rien n'est imposé aux acteurs. Montant de la marge pratiquée par le hub-distributeur, méthode de livraison, méthode de paiement, boutique publique ou privée, vente directe ou intermédiée... les acteurs choisissent leur modèle, celui qui sera le plus adapté à leur situation spécifique.

Les modèles prescriptifs, imposant un mode de fonctionnement défini, comme La Ruche Qui Dit Oui, ont aussi leur intérêt, dans le sens où ils sont simples à comprendre et à répliquer. Mais nous pensons néanmoins que la société a besoin d'un **espace numérique public** qui permette à tous, et en particulier à ceux qui ne rentrent pas dans ces cases proposées par les acteurs marchands existants, d'opérer et de développer leur modèle.

Aussi, les modèles non prescriptifs ont un autre intérêt: **quand on n'impose aucun modèle, on observe que les acteurs eux-mêmes inventent des modèles riches, innovants, foisonnants!** Nous préférons laisser les acteurs terrains construire les modèles les plus adaptés à leur situation, et adopter plutôt une **posture de soutien, d'accompagnement, facilitation de communauté, de documentation et partage de ces modèles, pour leur**

permettre de démultiplier leur impact. Nous apportons un espace et une communauté permettant l'innovation ouverte et sociale.

4. Logiciel libre kezako?

Un logiciel libre est un logiciel open source, dont le code est partagé, librement consultable, téléchargeable, accessible à tous. Le code est "libre, ouvert et gratuit". Ce principe ne s'applique pas qu'à du code mais plus généralement à ce qu'on appelle "l'information libre" ("open knowledge"). Si Coca Cola était open source, la recette serait publiée et librement accessible et utilisable par tous. Selon la licence open source choisie par l'auteur, on est libre d'utiliser, mais aussi de modifier la source. La licence précise si la nouvelle création doit être partagée sous la même licence.

La code d'Open Food Network est partagé et librement accessible sur un [répertoire Github](#). L'objectif est d'encourager d'autres développeurs à l'utiliser et à l'améliorer, pour **co-construire** ensemble de façon large un outil de qualité, tout en conservant notre **autonomie** :

- La structure et la documentation du code sont conçues pour faciliter au maximum la coopération technique sur le projet.
- La communauté de développeurs est très active et encadrée par les fondateurs du code, qui jouent des rôles de facilitateurs et accompagnateurs, avec de nouveaux développeurs qui montent en compétence dans plusieurs pays.
- À tout moment, une équipe peut se saisir du code et développer une version personnalisée.
- La licence AGPL 3 dans le cas d'Open Food Network, dit que tous les développements faits sur la base de ce code doivent être partagés selon la même licence.

Mais logiciel libre ne veut pas dire gratuit, même si le code est certes accessible gratuitement. Une marketplace comme Open Food France a des coûts associés, le premier étant celui de l'hébergement web sur des serveurs, qui doit répondre de manière performante à des milliers d'utilisateurs qui consultent des pages et effectuent des transactions en même temps. Mais aussi des coûts de support utilisateur, ou encore de développements pour l'amélioration de l'outil. Aujourd'hui, l'association offre un accès libre au site openfoodfrance.org selon un modèle de **contribution consciente**, c'est à dire que chaque hub utilisant la plateforme pour opérer son activité décide du montant de sa contribution en fonction de l'utilisation qu'il fait de la plateforme. "Si j'utilise le commun, je dois contribuer au commun".

2.2. La communauté: espace d'échange et d'open innovation

Comme évoqué plus haut, Open Food France, au delà de la mise à disposition d'une infrastructure publique, a un rôle de production de connaissance et d'animation de communauté.

Il y a un foisonnement d'initiatives autour des circuits courts, et nous souhaitons donc:

- **Documenter et partager les modèles de hubs alimentaires**, notamment [via le forum](#), ou d'autres outils qui sont à construire. Par exemple nous avons partagé le modèle de [l'épicerie coopérative déployé par Panier Rusé](#) à Lille, ou encore le modèle de [groupement d'achat dans un immeuble porté par Myriam](#) au début de son implication dans Open Food Network.
- **Produire de la connaissance et des outils à partir de ces modèles**, comme par exemple un **guide "quel modèle de hub choisir dans ma situation?" amenant le porteur de projet de circuit court à trouver le modèle qui lui correspond parmi ce foisonnement de modèles**. Suis-je seul ou sommes-nous un groupe? Les tâches sont-elles vraiment réparties ou portées par 1 ou 2 personnes? Souhaite-t-on rendre les produits les moins chers possibles pour tous, ou souhaitons-nous aussi pouvoir rémunérer des personnes, car on ne peut pas assurer toutes les tâches bénévolement? Notre volonté est de publier en ligne, sous forme d'un jeu, ce guide au choix du modèle de circuit court, débouchant sur l'accès à des fiches modèles illustrant le modèle le plus adapté à la situation du porteur, les outils et accompagnements possibles, etc.
Également, les porteurs de projets se posent toujours des questions organisationnelles (comment organiser l'acheminement et la distribution des produits?), **juridiques** (quel statut choisir?), **économiques** (comment générer un revenu pour me rémunérer? Comment fixer le prix pour inclure les coûts logistiques?) **ou encore sur la communication** (quel outil utiliser pour communiquer avec les membres/clients?). Nous souhaitons donc à partir de l'observation de ces modèles de hubs alimentaires produire et partager différents guides pratiques sur ces différents points.
- **Faciliter et accompagner le passage à l'acte et l'essaimage des modèles**. Bien sûr grâce à des outils comme le guide mentionné ci-dessus, mais aussi en travaillant main dans la main avec l'écosystème, avec les territoires et associations. Nous souhaitons ainsi **accompagner l'émergence d'un modèle de distribution par les masses**.

C'est pourquoi, au delà de la mise à disposition d'un outil numérique, notre souhait est de **fédérer une communauté apprenante** autour de tous ces nouveaux modèles de distribution reconnectant producteurs et consommateurs. Un espace virtuel de rencontre où nous apprenons les uns sur les autres, où nous partageons et hackons les modèles existants. **Dans cette communauté nous rassemblons tout un écosystème d'acteurs, à la fois ceux qui font (les porteurs de hubs existants), ceux qui veulent faire (les porteurs de projets), et ceux qui peuvent aider à faire (les territoires, associations, institutions, fondations).**

2.3. Oeuvrer ensemble avec les autres acteurs de l'écosystème

2.3.1. Outiller et fédérer les acteurs de terrain et les réseaux

Nous avons déjà établi un certain nombre de liens avec des acteurs qui ont commencé à s'approprier l'outil et à participer à la communauté émergente. Nous sommes en phase de démarrage, donc commençons à co-construire le projet avec des premiers bêta-testeurs depuis bientôt 1 an.

Tout d'abord, **3 hubs alimentaires existants se sont mis à utiliser Open Food Network pour gagner en efficacité:**

- [Micromarché](#) à Nantes: 150 familles qui achètent ensemble via l'association ECOS. L'association référence les produits en direct de producteurs dans les 50km autour de Nantes, et organise la distribution via 3 maisons de quartier à Nantes. Les membres passent leur commande en ligne via Open Food France, puis les producteurs livrent en vrac les quantités totales commandées sur chaque point de retrait. Les permanences sont assurées par des associations de quartier 2h par semaine, et les paniers sont faits par les acheteurs eux-mêmes. L'association prend 11% de marge pour financer le poste du coordinateur.
- Suteau Biosol (pas de site web) : Josian est un français vivant en Andalousie. Il achète des fruits (oranges, mangues, pamplemousses, avocats) directement sur l'arbre à des petites producteurs bios, et les ramasse lui-même à maturité. Il livre une douzaine de groupements d'achat autour de Nantes, qui se sont constitués pour acheter en groupe les fruits andalous en direct des producteurs. Les acheteurs commandent en ligne via Open Food France leurs fruits, et Josian envoie par palettes à Nantes une fois par semaine les quantités globales pour chaque groupement d'achat.
- Le [Collectif Court Circuit en Vendée](#) est en train de rejoindre le navire ! Cette fois ce sont 450 familles qui achètent ensemble des paniers de légumes mais aussi de la viande, des jus, des lentilles, du fromage, etc. à plus de 30 producteurs Vendéens. Le collectif est organisé en 6 sous-groupes autogérés. Les membres paient un abonnement annuel de 10€, mais l'ensemble du projet est géré bénévolement.

2 hubs se sont créés ou sont en cours de création et s'appuient sur Open Food France dans le montage de leur projet:

- [Panier Rusé](#) à Lille. Simon et Marion ont monté une épicerie coopérative pour acheter ensemble avec une quarantaine de voisins et amis. Ils utilisent Open Food France pour organiser leurs achats groupés. Ils prennent 5% de marge pour couvrir leurs frais. Ils ont documenté leur modèle et sont en discussion avec la collectivité territoriale de Lille pour

essaimer leur projet sur le territoire Lillois. Ils accompagnent également les producteurs avec lesquels ils travaillent à créer leur propre boutique de vente directe, ou de vente groupée sur Open Food France. C'est typiquement le genre d'acteurs que nous souhaitons accompagner et avec lesquels nous souhaitons coopérer sur la partie communauté et essaimage.

- [Link Paca](#) dans la région PACA, qui souhaite organiser la distribution de produits en direct des paysans dans une région de montagne. Donc organiser les commandes groupées dans les villages et villes alentours, et organiser une tournée hebdomadaire pour récupérer et livrer les produits aux acheteurs.

Nous avons également été contactés par des acteurs comme Alterconso à Lyon, ou le supermarché coopératif La Grande Epicerie Générale à Nancy. [De la ferme au quartier](#) à Saint Etienne s'intéresse également à Open Food France.

Au delà des hubs alimentaires, nous sommes en lien avec des associations accompagnant le développement de hubs alimentaires sur les territoires:

- [Association IUFN](#): ils accompagnent les territoires dans le développement de leurs systèmes alimentaires territoriaux et sont intéressés pour éventuellement utiliser cet outil pour encapaciter les territoires.
- [Association VRAC](#): nous avons pris contact avec Boris le fondateur pour lui proposer de s'appuyer sur l'infrastructure publique Open Food France pour faciliter l'organisation des achats groupés dans les quartiers. Nous n'avons pas encore réussi à nous rencontrer.
- Nous souhaitons également contacter la confédération paysanne et la FNAB pour proposer d'accompagner la multiplication de projets de type [Collectif Percheron](#), mais aussi les réseaux des marchés de producteurs, pour travailler avec eux sur des services complémentaires qui pourraient se monter autour des [marchés de producteurs](#). Par exemple l'organisation d'un hub référençant les produits des producteurs du marché, où les individus peuvent acheter en ligne et être livrés à domicile le jour du marché.

2.3.2. Accompagner les territoires dans la définition de leurs systèmes alimentaires

Le rôle des collectivités territoriales est justement un rôle de **mise en place d'infrastructure pour structurer les activités et influencer les comportements sur le territoires**. Mais aussi un rôle de **facilitateur de leur écosystème territorial**, un rôle d'accompagnement des acteurs qui montent des projets allant dans le sens du développement du territoire.

Ainsi, nous souhaitons que les collectivités territoriales s'approprient l'infrastructure publique Open Food France et prennent part à la communauté pour **accompagner l'émergence de nouvelles initiatives sur leurs territoires, mais aussi améliorer la visibilité des initiatives**

existantes, ou encore soutenir leur transition digitale pour leur permettre de gagner en efficacité.

Nous souhaitons accompagner avec les territoires le montage de programmes de type : “des hubs alimentaires en tous lieux” soutenant la mise en place de hubs alimentaires dans les immeubles (pourquoi pas avec l’association VRAC), dans les universités, dans les entreprises, etc. Portés par des membres de la communauté locale, sur des modèles variés, pouvant notamment apporter un revenu complémentaire pour le porteur du hub.

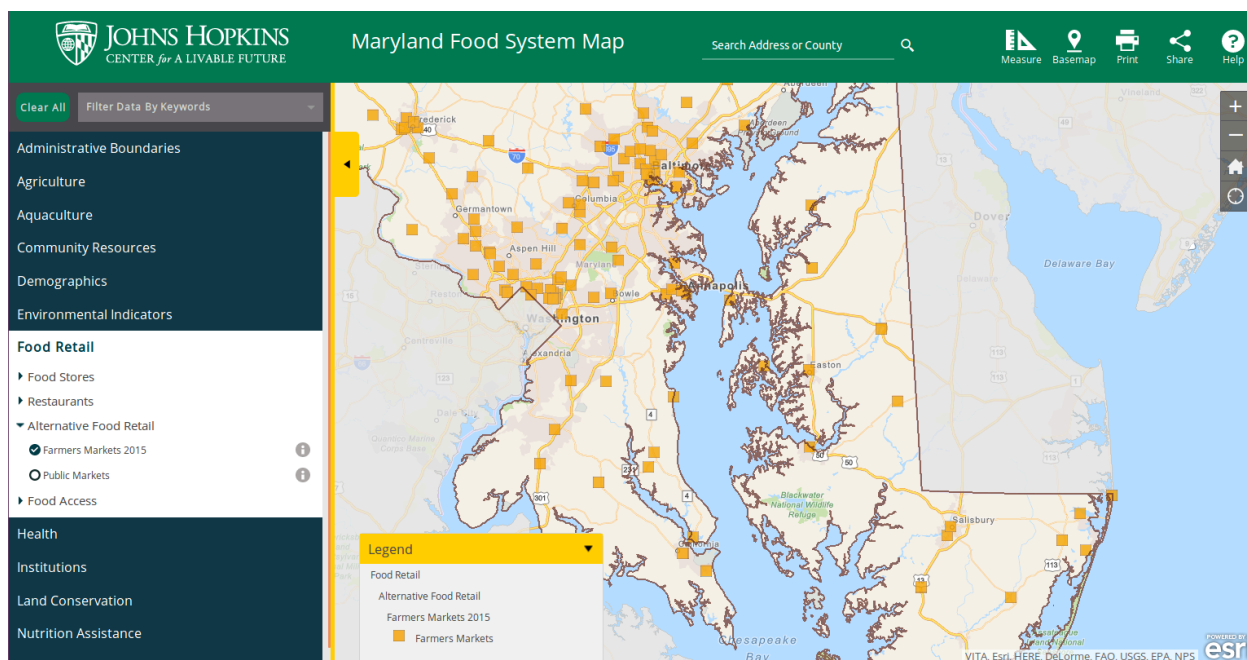
Nous avons déjà rencontré:

- La Mairie de Paris (cabinet d’Antoinette Guhl, Adjointe à la Maire de Paris chargée de l'Economie sociale et solidaire, de l'Innovation sociale et de l'Économie circulaire)
- Figeaction, un regroupement de plusieurs communautés de commune autour de la région de Figeac
- Et la collectivité du Grand Besançon

Ces premiers échanges n’ont pas encore débouché sur des projets concrets, nous sommes au début des réflexions.

Open Food France fait aussi partie du réseau [FabCity](#), qui travaille sur le concept de “ville productrice”, et notamment sur la partie production alimentaire, Open Food France pourrait servir d’infrastructure pour permettre une distribution alimentaire très décentralisée, sur un mode beaucoup plus pair à pair.

Nous souhaiterions également coopérer avec l’IUFN, avec qui nous sommes en discussion, et fédérer d’autres acteurs comme l’[Assemblée Virtuelle](#), dans le développement d’outils open source de cartographie des systèmes alimentaires territoriaux. L’idée est de mettre en place des portails de territoires, qui permettent d’identifier et rendre visible les acteurs, via des clés d’entrées qui peuvent être des projets, des idées, des ressources, pour permettre le développement de synergies entre acteurs, ou de voir quelles ressources pourraient être mutualisées dans l’écosystème pour la réalisation d’un projet commun. Un peu dans l’esprit de ce qu’a pu développer [l’Etat du Maryland](#).



2.3.3. Data Food Consortium: un projet de coopération inter-plateformes

Open Food France a amorcé depuis plus d'un an, dès le lancement du projet en France, un dialogue avec les autres acteurs déployant des plateformes au service des producteurs et circuits courts. **Notre positionnement étant celui d'une infrastructure publique, nous voulions dès le début adopter une posture de facilitateur d'écosystème, et pas de concurrent.** Nous avons donc proposé aux acteurs ci-dessous de **nous rassembler en un consortium ([Data Food Consortium](#)) pour travailler ensemble à la résolution d'enjeux communs, qui sont aujourd'hui bloquant pour le changement d'échelle des circuits courts.**



Ce sont les principaux acteurs outillant les opérateurs de circuits courts en France. Ekylibre est un logiciel open source outillant plutôt les producteurs sur la gestion de leur production, mais est confronté aux mêmes problématiques.

Le consortium est accompagné par l'[Assemblée Virtuelle](#), association spécialisée sur les questions d'interopérabilité et de web sémantique. Ils facilitent la partie "technique" du projet. [GS1](#), leader mondial de la standardisation, à l'origine du code à barre, a demandé à rejoindre le consortium, car ils cherchent des solutions de standards pour les circuits courts et sont très intéressés par notre démarche.



Nous vous invitons à consulter le site internet et blog décrivant le déroulé des premières réunions sur www.datafoodconsortium.org. Nous souhaitons encore inviter au consortium un acteur "recherche" pour compléter le panel.

2.3.3.1. Une posture de facilitateur et "encapaciteur"

Open Food France apporte certes un outil pour tous ceux qui veulent lancer un circuit court, un hub alimentaire, quel que soit le modèle. Mais nous souhaitons aussi **pouvoir référencer et faire la promotion de tous les hubs alimentaires**. En tant qu'infrastructure publique, nous souhaitons rendre visible l'ensemble des acteurs qui contribuent à créer le système alimentaire "citoyen", décentralisé, que nous appelons de nos vœux, sans égard à la technologie qu'ils ont choisi d'utiliser.

Ainsi, nous souhaiterions **faire évoluer la carte d'Open Food France**, pour pouvoir cartographier pas uniquement les producteurs et hubs utilisant l'outil marketplace Open Food France, mais aussi les Ruches, les AMAPs, et autres groupements d'achats, utilisant des outils logiciels autres. Et utiliser cette carte comme portail d'entrée dans une communication plus large sur le nouveau système alimentaire en émergence.

Cela veut dire:

- Mettre en place une légende pour identifier les différents types de hubs selon leur nature, les modalités de livraison offerte, les modalités d'engagement demandés, etc.
- Ajouter des filtres pour simplifier l'affichage selon les préférences des visiteurs

Aussi, nous souhaitons que les producteurs gérant leur catalogue produits sur Open Food France puissent donner accès à ce catalogue produit à un hub alimentaire qui souhaite vendre ces produits, même s'il utilise un autre outil pour gérer sa boutique (et vice-versa). Ceci, pour simplifier la vie du producteur et lui éviter d'avoir à saisir de multiples catalogues produits dans de multiples plateformes...

Aujourd'hui, les producteurs qui vendent via différents circuits utilisant différents logiciels, **ne peuvent pas prendre le temps de saisir leur catalogue dans de multiples plateformes...**

donc bien souvent, **ils vont se contenter d'envoyer un fichier excel** à leurs différents circuits de distribution, et à charge de chacun de saisir les informations dans son système. Ce qui veut dire que le catalogue est saisi de multiples fois par de multiples acteurs, compliquant la tâche des managers de hubs alimentaires (opérateurs de circuits courts en premier lieu). En plus, **le producteur ne peut pas suivre son stock de façon simple**, il doit décider à l'avance quel stock il attribue à chaque circuit, mais ne peut ajuster ce stock en dynamique en fonction des commandes.

Cette envie de trouver des solutions pour simplifier la vie des producteurs est réellement partagée par l'ensemble des acteurs du consortium.

Pour cela, nous devons nous appuyer sur des logiques de partages de données entre applications qui ne sont pas encore possibles. C'est pour ça que nous avons proposé à nos partenaires de travailler ensemble pour rendre cela possible !

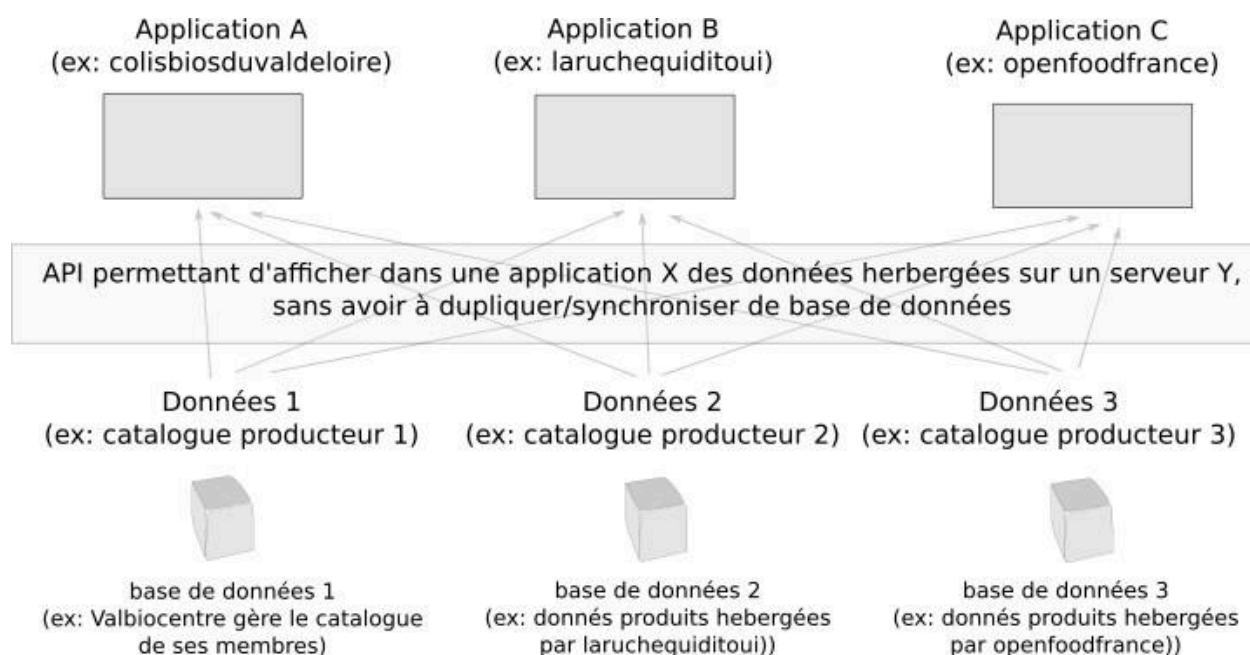
2.3.3.2. Faciliter les coopérations multidirectionnelles en rendant les plateformes numériques interopérables

Avec le développement de la foodtech, de plus en plus de services s'opèrent via des outils informatisés: suivi de la production, gestion des parcelles, gestion des catalogues produits, vente en ligne via des outils de e-commerce, facturation, comptabilité, etc.

Aujourd'hui, tous ces outils sont construits sur des logiques de "silos", chaque plateforme a sa propre base de données, et affiche ses propres données. De plus, ces différentes plateformes n'utilisent pas de standards communs, chaque plateforme de e-commerce pour les circuits courts a par exemple sa propre nomenclature produits, etc.

Pour mettre en oeuvre l'interopérabilité et permettre, par exemple, aux produits gérés dans la base de données d'Open Food France d'être affichés dans une boutique en ligne de La Ruche Qui Dit Oui, ces deux acteurs doivent se mettre d'accord sur un standard pour décrire les produits. Le standard peut être vu comme un "méta-format" de données, qui permet d'établir des correspondances entre la description d'un produit sur la plateforme A et la même description sur la plateforme B. La logique n'est pas de demander aux acteurs de rentrer dans une case commune, mais de déduire des modèles de chaque acteur les points communs qui vont permettre de faire se parler les plateformes.

Si les données respectent un standard commun, il est alors possible de développer un "connecteur de circuits ouverts" pour permettre aux données de circuler et éviter ainsi aux acteurs de saisir les informations plusieurs fois dans de multiples plateformes. Ce "connecteur" prendra la forme d'une API (Applications Programming Interface).



2.3.3.3. Rendre possible les coopérations à large échelle grâce au BigData

Au delà des problématiques évoquées ci-dessus, le talon d’achille d’un modèle alimentaire décentralisé, avec de multiples producteurs partout sur le territoire et de multiples hubs, dans tous les quartiers, **c’est la logistique**.

En effet, les circuits courts, selon leur mode opératoires, engendrent parfois de multiples déplacements sur de petites distances, pour aller chercher son panier de légume par exemple. L’Ademe cité dans [cet article Novethic](#)⁵ sur le sujet écrit « *les émissions par kilomètre parcouru et par tonne transportée sont environ 10 fois plus faibles pour un poids lourd de 32 tonnes et 100 fois plus faibles pour un cargo transocéanique que pour une camionnette de moins de 3,5 tonnes car ils permettent de parcourir de plus grandes distances à impact gaz à effet de serre équivalent.* »

Comment donc organiser une logistique efficace dans un système très éclaté et décentralisé, avec de multiples acteurs utilisant des multiples outils? Les acteurs du Data Food Consortium pensent qu’en adoptant un standard commun, nous serons à même de “publier”, toutes plateformes confondues, dans un format analysable par des algorithmes, les informations concernant les produits à être transportés, les volumes, adresses de collectes et

⁵ Article “[les circuits courts ne réduisent pas toujours l’empreinte écologique](#)”, mai 2012, Novethic

de livraison, horaires de livraison. **Des offres émergeront alors sur cette logique de BigData, proposant un service de logistique mutualisée qui sera bien plus efficace (en temps humain et en impact carbone) et bien moins cher que la débrouille actuelle des producteurs et hubs alimentaires.**

2.4. Connexion avec le monde de la recherche et de l'enseignement

Open Food France souhaite aussi développer de plus grandes connexions avec le monde de la recherche. Pour l'instant, nous nous contentons de répondre aux sollicitations des chercheurs, fort intéressés par le modèle de commun numérique que nous déployons.

Mais nous souhaitons également développer de plus forts liens avec le monde de la recherche, notamment dans **l'analyse et la production de connaissance concernant ces différents modèles de hubs alimentaires, modèles opérationnels, économiques, logistiques**. Nous souhaitons valoriser et exploiter davantage les expérimentations qui commencent à être documentées par la communauté émergente.

Un objectif serait de pouvoir renforcer la connaissance et la communication sur le poids réel de ce système alimentaire citoyen et distribué. On a des statistiques sur les AMAPs, les Ruches, mais que sait-on de tous ces groupements d'achats multiformes, qui ne sont agrégés dans aucune fédération?

Dans ce cadre, nous souhaitons nouer des partenariats avec différents acteurs et réseaux. Nous avons déjà identifié les acteurs suivants:

- L'association [Résolis](#), qui travaille également sur le référencement des Initiatives d'Alimentation Responsable et Durable (IARD). Nous avons eu un premier échange fort intéressant à ce sujet.
- Supagro, Damien Conaré, de la [Chaire Unesco Alimentations du monde](#)

Bien d'autres sujets sont également candidats: les questions de décentralisation du système alimentaire, de démocratie alimentaire, de réappropriation par les citoyens de leurs circuits d'approvisionnement, etc.

Myriam Bouré co-fondatrice d'Open Food France a publié plusieurs articles dans le Magazine OuiShare⁶ sur la transformation du système alimentaire, l'importance des hubs alimentaires, les différents modèles de hubs. Elle est également intervenue lors de conférences et formations à l'Ecole Supérieure d'Agricultures d'Angers (Les journées de l'agriculture connectée) ainsi qu'à

⁶ Article "[La 3ème révolution alimentaire. vers un âge agro-communautaire?](#)" et étude "[Système alimentaire 3.0 : les voies de la disruption](#)", OuiShare Mag, 2016

la FDSEA Champagnes-Ardenne pour 2 jours de formation des élus sur l'impact des modèles collaboratifs sur la transformation du système alimentaire⁷.

2.5. Une communauté locale au sein du réseau global Open Food Network

Le projet Open Food Network est né en Australie, en 2012. Kirsten Larsen et Serenity Hill ont lancé ce projet car elles se sont rendu compte qu'il manquait un outil pour soutenir la réappropriation par les citoyens de leurs systèmes alimentaires. Elles expliquent l'origine du projet dans [cette vidéo](#) réalisée pour leur [campagne de crowdfunding en 2013](#).

Elles ont donc créé en Australie une Fondation, la "Open Food Foundation", pour organiser le déploiement de cet outil comme un commun numérique afin qu'il puisse servir et "encapaciter" les communautés du monde entier.

Depuis la première version test de la plateforme en 2014, en à peine 3 ans, des communautés locales ont émergé dans 7 pays, pour déployer ce commun sur leur territoire et accompagner la structuration de ce système alimentaire décentralisé: Australie, Angleterre, Norvège, France, Canada, Inde, l'Espagne est en train de rejoindre l'aventure, et le Benelux et les Etats-Unis sont en cours de constitution du projet, les premières briques sont posées !

Nous identifions donc 3 niveaux de communautés dans la communauté globale Open Food Network.

2.5.1. Le niveau global

Ce niveau rassemble les entités portant le déploiement de l'infrastructure publique Open Food Network dans leur région/pays, et la mettant à disposition de l'ensemble des citoyens, en libre accès pour l'ensemble des acteurs partageant notre [charte de valeurs](#) et s'engageant vers une agriculture respectueuse de la terre, des humains, et de la vie en générale.

A l'échelle globale, un certain nombre de tâches sont nécessaires au fonctionnement général du projet:

- **La revue et fusion du code, dans le cadre de l'amélioration continue de l'outil.**
Nous partageons tous la même version du code car nous souhaitons au maximum

⁷ SlideShare "[Economie collaborative et transformation du système alimentaire](#)", support de formation par Myriam Bouré, 2016

mutualiser nos investissements. En partageant le même code source, nous pouvons notamment co-financer des développements dont les besoins sont partagés. Nous devons pouvoir rémunérer les personnes qui relisent, valident, et intègrent ces contributions au code, qui améliore l'outil pour tout le monde.

- **Le conseil technique et le travail de spécification des évolutions.** Des communautés locales ou contributeurs souhaitant changer un aspect de la plateforme ou développer une nouvelle fonctionnalité ont besoin de conseils pour pouvoir estimer l'effort avant de chercher à lever un budget. Nous devons aussi pouvoir cofinancer les personnes qui remplissent ce rôle pour la communauté.
- **Le management du produit.** Les demandes d'évolution des fonctionnalités peuvent être spécifiques à une communauté locale, il faut donc quelqu'un pour faciliter la concertation et trouver à chaque fois une façon de penser les futurs développements qui réponde au besoin de tous, quelles que soient les spécificités locales.
- **Enfin, la facilitation de la communauté.** Nous recevons régulièrement des sollicitations de personnes dans des pays où il n'y a pas encore de communauté locales. Nous devons accueillir ces personnes, leur expliquer le projet, et les accompagner dans l'émergence de leur communauté locale. Nous organisons également des réunions en lignes régulières pour permettre de partager l'information et discuter de questions de gouvernance ou de stratégie avec l'ensemble des instances locales.

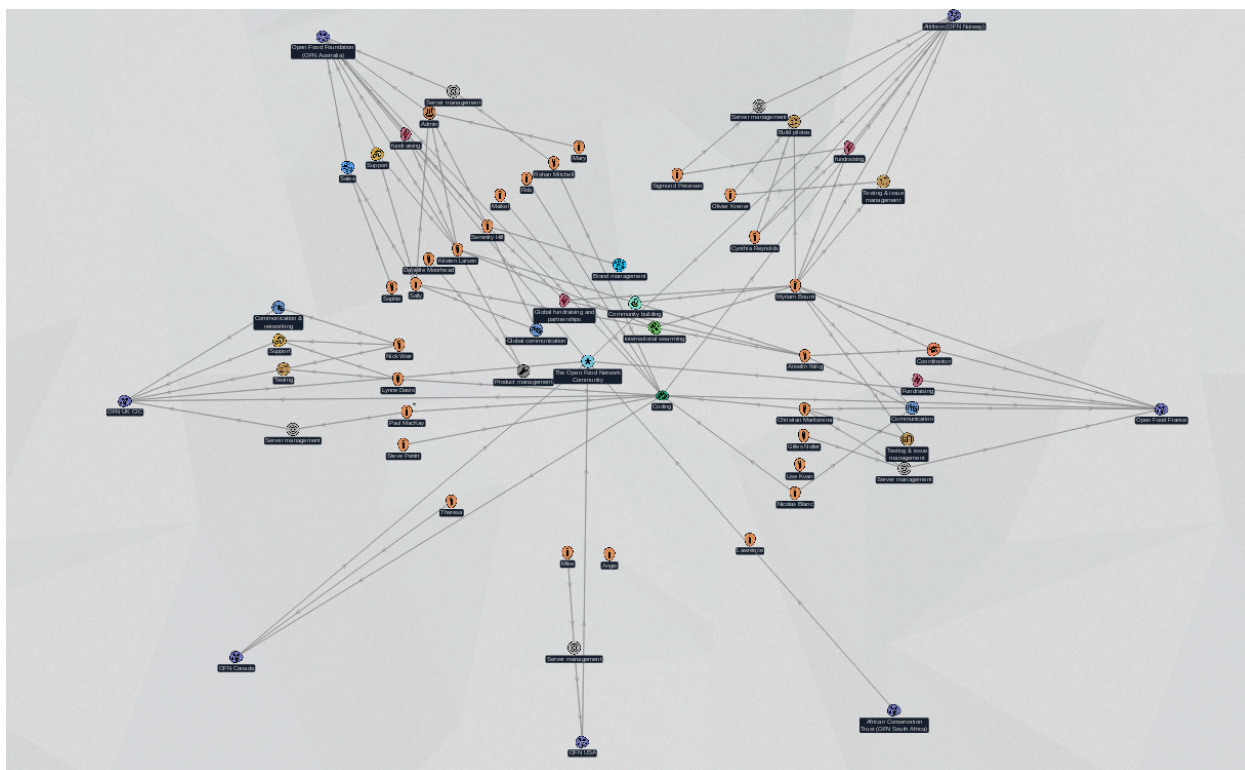
Chaque partenaire local est en charge de la construction de son modèle économique, et de son modèle de gouvernance, mais s'engage aussi à contribuer financièrement, ou en nature (par du temps de travail bénévole) à ces différentes tâches. Par exemple, Myriam Bouré remplit aujourd'hui le rôle de facilitateur de la communauté globale, et contribue ainsi pour le compte d'Open Food France au commun global.

Pour le co-financement de ces tâches partagées, mais aussi plus généralement pour le co-financement de fonctionnalités par plusieurs partenaires locaux, nous utilisons l'outil [co-budget](#), qui permet de créer des "tirelires" pour des projets, auxquelles les partenaires peuvent venir abonder.

Au delà, les différents partenaires locaux partagent également au sein de la communauté globale leurs expérimentations locales, les modèles économiques qu'ils tentent de mettre en place, les opportunités de financement à travailler à plusieurs, les outils de communication. Nous souhaiterions davantage accentuer le partage également concernant les modèles de hubs alimentaires qui marchent dans les différents pays pour faciliter leur essaimage dans d'autres pays.

Nous aimons représenter notre communauté comme une étoile. Au coeur, le commun que nous co-construisons, utilisons et dont nous partageons la responsabilité: le code, la marque, la connaissance. Autour, un cercle de contributeurs, qui s'engagent au quotidien, encore en grande partie bénévolement, pour permettre à ce commun d'exister. Dans les branches, les

communautés locales, portés par des contributeurs dont certains sont aussi engagés à l'échelle du commun global.



2.5.2. Le niveau national/régional

Toutes les communautés locales partagent les mêmes valeurs et vision de transformation du système, mais sont libres des choix les concernant. En France par exemple nous avons fondé une association loi 1901, l'association Open Food France, pour porter le déploiement du commun. En Angleterre, la communauté locale a créé une Community Interest Company qui est gérée selon des principes coopératifs. En Norvège c'est également une association à but non lucratif qui porte le projet.

Chaque partenaire local déploie donc le code et met à disposition la plateforme pour sa communauté locale. Souvent les partenaires agissent à l'échelle d'un pays, mais libre aux acteurs de définir l'échelle la plus pertinente. Par exemple en Norvège, il a été décidé avec la communauté suédoise émergente de gérer ensemble une infrastructure commune, Scandinave. Idem pour Belgique et Pays-Bas, les discussions sont en cours, portées par 2 grosses associations, portant plusieurs centaines de hubs alimentaires, une en Belgique, l'autre aux Pays-Bas pour créer une instance commune.

A cette échelle, c'est la communauté des hubs alimentaires qui doit être animée. Cela veut dire favoriser la documentation des modèles de hubs alimentaires et leur partage, créer des liens

entre les acteurs, avec les collectivités territoriales. Pour soutenir le changement d'échelle des projets, faciliter les démarrages.

2.5.3. Le niveau des acteurs de terrain

Enfin le niveau des hubs alimentaires eux-mêmes, qui sont les utilisateurs des infrastructures publiques locales. Souvent le hub alimentaire fédère lui-même une communauté, qui peut être parfois très impliquée dans la gestion du projet, comme dans le cas des AMAPs ou des groupements d'achats. Mais certains ont une approche plus commerciale, et ne cherchent pas à impliquer leur communauté dans la gestion du projet. Chaque hub est bien sûr libre d'animer sa propre communauté de la façon dont il l'entend!

2.6. Les contributeurs actifs d'Open Food France

Au niveau de la communauté locale Open Food France, nous sommes aujourd'hui 4 contributeurs actifs, et en tout une dizaine de contributeurs au projet.

Les contributeurs actifs sont:

- [Myriam Bouré](#), qui a initié le projet en France, et avant en Norvège. En France elle coordonne le développement du projet, accompagne la mise en place de hubs, coordonne les améliorations techniques de l'outil, et le développement des partenariats. Elle est impliquée aussi au niveau de la communauté globale en tant que facilitatrice, et accompagne au développement de nouvelles communautés locales Open Food Network dans le monde. Myriam est aussi "food connector" pour le collectif OuiShare et étudie l'impact des modèles collaboratifs sur la transformation du système alimentaire.
- [Arthur Koenig](#), impliqué sur la partie support aux utilisateurs et accompagnement à la mise en place de hubs alimentaires. Il a précédemment contribué au projet DemocracyOS, logiciel open source de démocratie participative pour les territoires.
- [Gilles Nollet](#), responsable de production informatique, assure la maintenance et la mise à jour du logiciel Open Food France.
- [François Turbelin](#) est développeur et contribue bénévolement sur des développements, sur son temps libre.

2.7. Open Food Network en Espagne

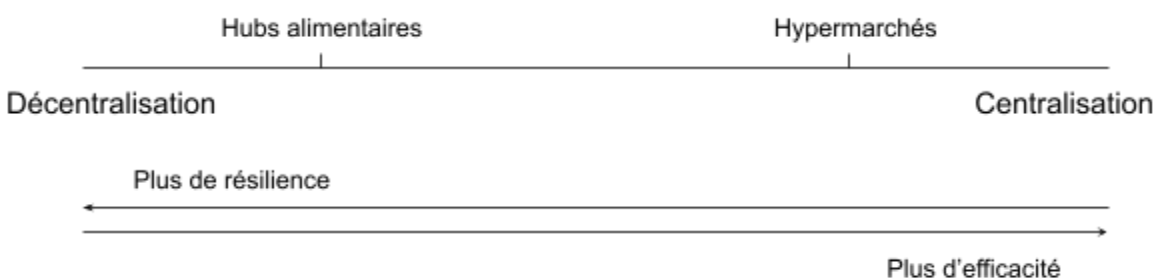
Une communauté locale est [en émergence en Espagne](#), portée par le collectif CoopDev, à Barcelone, qui développe des commons au service des projets citoyens. L'objectif de la communauté locale est avant tout d'améliorer le code pour répondre aux besoins spécifiques

des groupements d'achat. Le projet s'appelle [Katuma](#), et l'équipe a donc choisi Open Food Network pour construire l'outil local au service des communautés espagnoles.

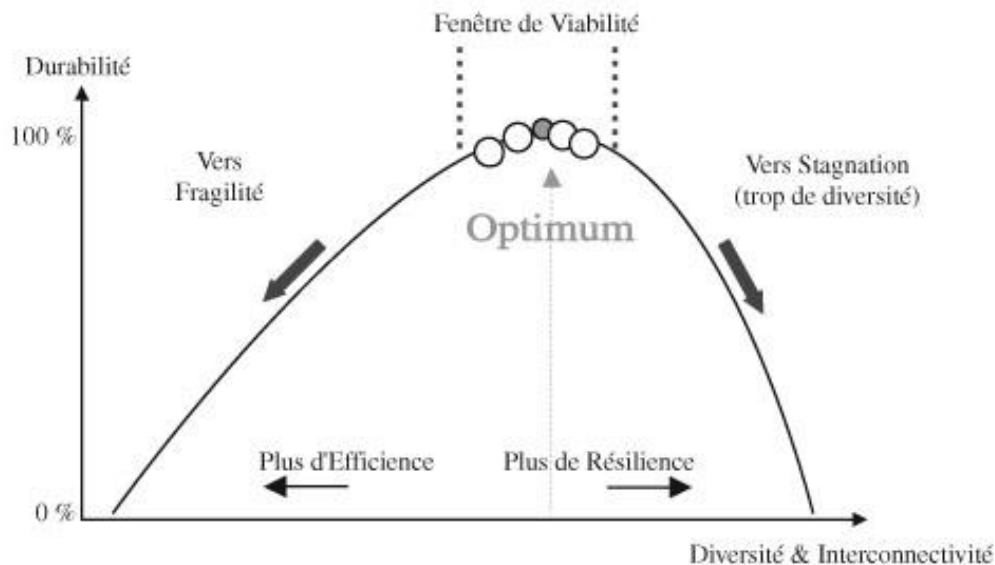
3. Vers une gouvernance démocratique des systèmes alimentaires

3.1. Le choix de la résilience plutôt que la recherche de l'efficacité maximale

Quand on parle de décentralisation, il est important de préciser qu'une décentralisation complète, où chaque acheteur doit se débrouiller pour acheter en direct à chaque producteur, n'est pas souhaitable. Son impact carbone dû aux déplacements, ainsi que le temps de gestion par les producteurs de ces multiples commandes individuelles dépasserait les gains de résilience et d'autonomie (pas d'efficacité environnementale ni économique). Organiser des achats groupés est déjà une forme de centralisation. **La question est : où placer le curseur entre une décentralisation totale** très résiliente mais très inefficace, **et une centralisation totale** très obscure, rigide, déconnectant les producteurs et consommateurs, privant les citoyens de leur contrôle, mais efficace d'un point de vue logistique?



On peut ici faire une comparaison utile avec la logique des monnaies complémentaires. Comme expliqué dans son livre [Créer des monnaies régionales pour traiter la crise globale](#), Bernard Lietaer explique: "Le professeur d'écologie théorique américain Robert Ulanowicz [...] travaille depuis 25 ans sur des modèles permettant de quantifier les réseaux écologiques naturels. Le résultat de ses recherches[...] montre que **la durabilité d'un réseau complexe est mesurable et que son équilibre optimal se situe entre l'efficacité et la résilience, comme montré dans le graphique suivant.**



Un système en réseau complexe n'est viable qu'à condition qu'il y ait ni trop peu, ni trop de diversité et d'interconnectivité. **Un système avec trop peu de diversité sera peut-être très efficace, mais il devient aussi de plus en plus fragile. En revanche, si l'on va trop loin dans la diversité, le système stagne par manque d'efficacité et de directivité.**

Pour nous la réponse à la création d'un système réellement durable est dans les hubs alimentaires, qui permettent aux producteurs et mangeurs de garder la main sur leurs systèmes alimentaires, tout en atteignant un niveau d'efficacité suffisant pour l'équilibre économique du projet. Couplé à une logique de coopération type Data Food Consortium pour optimiser la logistique et limiter au maximum l'impact carbone.

Ce raisonnement s'applique aussi sur la logique de déploiement international du projet. La communauté Open Food Network aurait pu choisir de faire un déploiement centralisé sur une infrastructure mutualisée internationale. Mais le choix a été d'accompagner l'émergence de communautés locales, qui font leur propre déploiement, doivent monter leur équipe locale, réfléchir à leur gouvernance, pour que les gens se réapproprient leurs systèmes alimentaires et montent des solutions adaptées à leurs problématiques locales. **La bonne échelle nous paraît pour ces "instances" locales celle du pays** ou d'un groupe de petits pays, voir plusieurs instances par pays dans une logique fédérale pour des très grands Etats si cela semble pertinent aux acteurs locaux.

Il ne ferait aucun sens de demander à chaque groupement de faire son propre déploiement, payer son propre serveur, et nous perdrons les possibilités de coopération sur la plateforme.

3.2. Subsidiarité et coopération librement consentie

Dans la communauté Open Food Network, les décisions sont toujours prises à l'échelle la plus proche du terrain, et via des modes de gouvernance ouverts, s'appuyant sur l'intelligence collective, et impliquant l'ensemble de la communauté concernée, à chaque échelle.

A l'échelle globale: il n'y a pas d'organisation centralisatrice signant un accord avec chacun des partenaires locaux. Au contraire, nous finalisons en ce moment la co-rédaction d'un **document d'engagement mutuel qui sera signé par chacun des partenaires locaux**. Ce document exprime notamment l'engagement mutuel et la co-responsabilité de l'ensemble des partenaires. Vous pouvez suivre la discussion en cours sur le sujet via [le community forum](#). C'est d'ailleurs cet espace que nous utilisons à l'échelle globale pour partager, discuter, et nous mettre d'accord sur les orientations à prendre, selon des principes de "proposition ouverte et consensus mou". Chacun dans la communauté peut proposer une évolution dans le mode de gouvernance, un projet. Il est responsable bien sûr d'impliquer dans la discussion toutes les communautés locales impactées. Si des fonds sont nécessaires, il est aussi responsable de contribuer à la recherche de fonds. Si personne ne s'oppose à la proposition, elle est considérée comme validée.

En matière de gouvernance, nous organisons également une conférence vidéo par mois rassemblant un représentant de chaque communauté locale pour pouvoir réaligner nos visions, ouvrir un **espace de confiance où les tensions peuvent être exprimées**, afin de faire évoluer pas à pas notre organisation par rapport au vécu réel des membres de la communauté, de manière agile.



A l'échelle de chaque communauté locale:

Au delà du fait que chaque communauté locale fasse son propre déploiement du code, lui garantissant son autonomie, le **principe de subsidiarité** est au coeur du projet. Nous

souhaitons que chaque partenaire local soit libre, décide de ce qui lui paraît le plus pertinent pour son territoire, tant sur le modèle juridique qu'économique ou organisationnel. Chaque communauté locale choisit, dans le respect des [valeurs](#) partagées et co-écrites par la communauté globale, son modèle économique, juridique et organisationnel. **Les modèles des communautés locales sont documentés et partagés pour que nous apprenions les uns des autres.** Il y a aussi des mécanismes de soutien entre les communautés pour accompagner la montée en compétence des communautés locales (techniques, construction et animation de communauté, recherche de financements), mais nous souhaiterions, quand nous en aurons les moyens, renforcer ce volet.

Pour information en Angleterre, **Rob Hopkins**, fondateur du mouvement des villes en transition, fait partie du conseil d'administration d'Open Food Network.

A l'échelle des hubs alimentaires:

De la même manière, on retrouve la subsidiarité au niveaux des hubs, qui sont libres dans le choix de leur statut juridique, leur logistique, leur communication, leur modèle économique.

3.3. Open Food France: une gouvernance réellement agile et collaborative

Au niveau de la communauté locale française, Open Food France, nous avons fait le choix du statut association loi 1901, en inscrivant dans les statuts une possibilité de transformation en SCIC si cela nous semble à un moment opportun.

Mais au delà de cela, nous avons "hacké" les statuts classiques d'une association, via 2 astuces:

- Tout d'abord nous avons fait le choix d'un **bureau collégial**. Il n'y a pas de président, pas de secrétaire, pas de trésorier. Tous les membres contributeurs actifs peuvent librement s'ajouter à la liste des membres du bureau. Tous les membres du bureau sont co-responsables de l'association. Nous gérons les rôles de manière agile, sur une logique de "do-ocracy", c'est à dire qu'on commence à faire quelque chose car on considère qu'il y a un manque, et ensuite la communauté nous reconnaît par nos accomplissements. Bien sûr, tout cela se met en place, mais voilà pour idée [la liste des contributeurs actuels](#).
- Dans les statuts, nous n'avons pas prévu d'Assemblée Générale annuelle, mais une **Assemblée Générale permanente sur la base de l'outil de prise de décision collective en ligne Loomio**. Le mode de fonctionnement de l'association fait référence dans les statuts à la [charte de l'association sur Loomio](#) et fait référence à une description du statut de membre contributeur actif, et au processus de prise de décision (inspiré de la sociocratie). A tout moment tout membre de la communauté peut proposer une modification dans le fonctionnement de l'association. **Nous pouvons ainsi être**

beaucoup plus agiles, faire évoluer l'organisation au fil de l'eau, sans avoir à attendre une AG ou convoquer une AG extraordinaire, et sans avoir à manigancer de coup d'Etat pour prendre le pouvoir, le pouvoir est déjà distribué.

Concernant les prises de décision, tous les membres déclarés de la communauté peuvent y participer, il suffit d'avoir un compte sur le forum pour les décisions quotidiennes par consensus mou, et sur Loomio pour les décisions plus officielles devant être enregistrées.

4. La pérennité économique du commun

4.1. Le modèle économique d'Open Food France

A l'échelle d'Open Food France, nous devons financer:

- Les coûts de serveurs et d'administration système
- Les coûts de mise à jour des nouvelles versions (la personne qui met à jour régulièrement la nouvelle version du code pour bénéficier des nouveaux développements de la communauté)
- Des coûts de développement liés à la résolution de bugs, à l'amélioration de la plateforme par rapport aux besoins français (notamment un gros besoin sur l'adaptation du système de TVA)
- Des coûts de support utilisateurs, de communication et de coordination de projet
- Des frais généraux (pas de locaux mais des frais de déplacement)
- Une participation au financement des 4 tâches partagées à l'échelle du commun global

Pour la première année d'opération, nous avons fait avec les moyens du bord, nous étions tous bénévoles et nous avons mis un peu de notre poche pour financer des frais de serveur ultra basiques mais pas très sécurisés. Si nous voulons changer d'échelle, nous devons passer à l'étape supérieure.

N'étant pas une start-up, oeuvrant dans les communs numériques avec des modes de gouvernance ouverts, **nous sollicitons donc des Fondations pour lever les fonds d'amorçage dont nous avons besoin pour les 3 années de démarrage du projet.**

Au delà de ces fonds d'amorçage, nous mettons en place un modèle économique pérenne et auto-suffisant basé sur 2 sources de revenus:

- **Les contributions des hubs utilisant la plateforme.** Nous les invitons à contribuer financièrement au commun qu'ils utilisent, sur un modèle d'économie du don. Nous suggérons par exemple une contribution à hauteur de 2% du chiffre d'affaire, ou un montant fixe par mois. Les 4 premiers bêta testeurs se sont engagés à contribuer financièrement (certains nous ont déjà fait un premier don). Certaines entreprises

comme HelloAsso se financent uniquement sur la base de dons. Nous souhaitons donc travailler le design du process invitant les hubs utilisateurs à contribuer, comme l'a fait HelloAsso. Mais ce que nous constatons pour le moment, c'est que les premiers utilisateurs donnent plus quand ils sont libres de donner et qu'ils sont investis dans la gouvernance du commun. C'est donc cette conscience du commun que nous souhaitons travailler dans notre communication avec les hubs.

- Aussi, nous souhaitons **nous appuyer sur un réseau d'entreprises vendant des services sur Open Food France, et inviter ces prestataires du commun à reverser un don à l'association**. Cela nous semble juste, car ils utilisent le commun pour gagner de l'argent, donc ils doivent aussi contribuer au commun. Nous souhaitons faire émerger des cercles vertueux où l'association renvoie des demandes de services à des partenaires, qui vont reverser une partie de leurs gains à l'association, l'association continuant à renvoyer les demandes vers les partenaires qui jouent le jeu et contribuent au commun. Les services peuvent être de différentes natures: services d'édition logicielle (développement de fonctionnalités spécifiques, voir livraison de marketplaces basées sur le code d'Open Food Network) ou des demandes d'accompagnement marketing (mise en place d'un hub pour le compte d'un acteur, création d'un site web et intégration de sa boutique OFF dedans). Nous sommes en discussion avec deux entreprises d'éditions logicielles intéressées par ce modèle, [HappyDev](#) d'un côté, et [GreenFlex](#) de l'autre.
- Enfin nous allons solliciter des **dons de soutiens individuels** via des campagnes à la Wikipedia.

Ainsi, l'association reste dans le champ non-commercial et n'exerce pas d'activité lucrative. Avec en plus une gestion désintéressée, et comme on n'agit pas pour un cercle restreint de personnes mais pour l'ensemble des citoyens souhaitant créer des hubs, l'association est donc **reconnu d'intérêt général** et les dons sont déductibles fiscalement.

4.2. Comparaisons avec les autres communautés locales

Les modèles économiques sont assez similaires dans les autres pays. En **Australie**, ils ont commencé sur un **modèle de commission fixe de 2% sur les ventes**, mais ils ont perdu une partie de leur communauté, les plus engagés, et ils **ont finalement choisi d'adopter un modèle gratuit et vente de services**. Idem en **Angleterre**, où ils **affichent clairement le modèle de "plateforme coopérative"**, chaque hub devant contribuer de manière juste à leur utilisation du commun sous peine de ne plus pouvoir utiliser le commun. Mais ils ne vendent pas de services d'édition logicielle. **En France notre modèle est donc un peu hybride entre ces deux modèles**, nous ne forçons pas la contribution mais nous ne communiquons pas non plus sur une quelconque gratuité, nous parlons de "contribution consciente".

5. Notre projet, votre soutien

5.1. Le projet pour lequel nous vous sollicitons

Nous vous sollicitons donc pour nous aider à financer le lancement d'Open Food France à hauteur de 50K€ par an sur une période de 3 ans, soit 150K€.

Après 1 an de fonctionnement, nous avons une première communauté émergente de contributeurs et de bêta-testeurs, nous avons une [première version de la plateforme en ligne](#), mais sur une infrastructure technique assez fragile (nous avons eu 6 jours d'arrêt consécutifs de la plateforme en août dernier...)

Nous devons maintenant passer à l'étape suivante, et réellement structurer et lancer le projet pour lui donner l'ampleur que nous souhaitons.

Avec ces fonds nous souhaitons :

- Financer les **adaptations de la plateforme pour qu'elle soit pleinement opérationnelle pour la France** (notamment l'adaptation de la TVA / l'intégration des systèmes de paiement en ligne les plus courant en France, notamment l'absence de Mangopay freine aujourd'hui de nombreux hubs à utiliser la plateforme / et beaucoup de hubs souhaitent la présence d'un système de messagerie permettant d'écrire à leurs membres depuis la plateforme) et permettre une inscription et prise en main intuitive de l'outil
- Mettre en place **l'infrastructure technique sécurisée** nous permettant d'éviter les arrêts de service et garantissant l'absence de perte de donnée
- Financer une personne pour prendre en charge à temps partiel la **communication** (stratégie, mise en place des outils, community management, etc.), le **support utilisateurs**, et la **documentation et le partage des modèles** de hubs alimentaires
- Financer le travail de coordination du projet et le développement de **projets en lien avec les territoires et avec les acteurs de la recherche**
- Financer le travail de **facilitation du groupe Data Food Consortium** aujourd'hui assuré bénévolement par Myriam Bouré en lien avec l'Assemblée Virtuelle.

5.2. Roadmap

Voir annexe "calendrier" selon le modèle fourni par la Fondation.

5.3. Budget

Voir annexe “budget” selon le modèle fourni par la Fondation.

5.4. Evaluation et mesure de l’impact

Nous proposons de suivre différents indicateurs pour mesurer l’impact du projet :

- Nombre de hubs alimentaires sur le territoire Français (utilisant l’outil mais aussi au delà, travail de recensement et fédération au sein de la communauté)
- Nombre de foyers s’approvisionnant via des hubs décentralisés en France (idem, travail de recensement au delà de l’outil)
- Nombre de producteurs fournissant ces différents hubs en France (idem, inclut un travail de recensement) et nature des productions (légumes, viandes, avec ou sans labels) + si possible volumes si nous arrivons à nous procurer les chiffres
- Mise en place d’un travail avec un laboratoire de recherche sur le suivi comparatif des émissions de GES des différents modèles de hubs alimentaires
- Le projet Data Food Consortium pourra à terme engendrer de grandes économies de GES mais il faudra plus de 3 ans pour arriver à des standards communs appliqués à large échelle permettant des optimisations logistiques. Nous ne sommes pas suffisamment avancés dans ce projet pour savoir s’il y aura déjà un résultat opérationnel dans les 3 ans, nous posons les premières briques pour y arriver. Mais dès que le projet concret de partage et mutualisation des données concernant les produits à transporté sera opérationnel, nous metrons en place un suivi GES pour mesurer les évolutions par rapport aux émissions de GES de références des différents modèles de hubs alimentaire (point ci-dessus)

Des précisions sont apportées sur les outils d’évaluation dans le dossier de candidature en ligne.